



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

768/jpr/ctm

Arrêté du 6 mai 2026 portant mise en demeure à la société Aéroport de Bâle Mulhouse de respecter certaines dispositions applicables à ses installations sises à Hésingue

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2025 portant prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des rejets dans les milieux imposées à la société Aéroport de Bâle Mulhouse pour son site situé sur la commune d'Hésingue,

VU la visite d'inspection du 20 mars 2026,

VU le rapport de l'inspection de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection susvisée,

VU l'envoi du rapport à l'exploitant le 2 avril 2026 pour contradictoire et les réponses de l'exploitant par courriel du 16 avril 2026,

Considérant que les prescriptions de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé stipulent que « *III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :*

[...]

- les secteurs collectés et les réseaux associés ;*
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;*
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute*

nature.[...] »,

Considérant que lors de la visite d'inspection du 20 mars 2026 susvisée, l'inspection des installations classées a constaté que le plan remis par l'exploitant pour le système pluvial ne comprend pas les éléments demandés (notamment une légende ou dénomination explicite des séparateurs de la STEI, avaloirs de la STEI avec le réseau pluvial associé), en non-conformité avec l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,

Considérant que les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2025 susvisé stipulent que « [...] *L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites (en concentration ET en flux) [...] » ; que les VLE en concentration applicables au rejet sont 5mg/l pour le paramètre « FER + aluminium » et 0,00005 mg/l pour le paramètre « Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) » ; que le flux maximal journalier autorisé est de 0,000002 g/j pour le paramètre « Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) »,*

Considérant lors de la visite d'inspection du 20 mars 2026 susvisée, l'inspection des installations classées a constaté que les valeurs limites d'émissions étaient dépassées pour les rejets aqueux en PFOS pour le mois de décembre 2025 (en concentration et en flux) et en Fer + Aluminium pour les mois de novembre 2025 et janvier 2026 (en concentration), en non-conformité avec l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2025 susvisé,

Considérant que l'exploitant a indiqué, dans sa réponse du 16 avril 2026, que les investigations et études approfondies nécessaires pour traiter la problématique des dépassements de valeurs limites d'émission pour les paramètres PFOS et Aluminium + Fer nécessitaient un délai de 6 mois,

Considérant que l'exploitant a en outre indiqué dans sa réponse du 16 avril 2026 qu'il réaliserait une analyse technico-économique de la viabilité de l'installation au regard des prescriptions de rejet imposées à l'installation (notamment concernant le paramètre PFOS),

Considérant qu'une prolongation de délai pour la réalisation des études est acceptable, le délai est porté à 6 mois, au lieu des 3 mois initialement proposés par l'inspection,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»*,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société Aéroport de Bâle Mulhouse, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé BP 60120 à Saint Louis, est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées à Hésingue, de respecter les prescriptions précisées aux articles suivants, dans les délais qui y sont indiqués.

Article 2 : dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte, les dispositions de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Celles-ci sont les suivantes :

«III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :
[...]

-les secteurs collectés et les réseaux associés ;

-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;

-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.[...] »

Article 23 : dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2025 susvisé. Celles-ci sont les suivantes :

« [...] L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites (en concentration ET en flux) [...]

Paramètres	Code SANDRE	VLE en concentration applicable au rejet (mg/l)	Flux maximal journalier en g/j
[...]	[...]	[...]	[...]
Fer + aluminium	7714	5	0,25
[...]	[...]	[...]	[...]
Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) *	6561	0,00005	0,000002
[...]	[...]	[...]	[...]

«

Article 4 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5: la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 6 mai 2026

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD